

## 2007 : quels enjeux pour notre quotidien et notre avenir?

Au premier semestre de l'année prochaine se dérouleront les élections présidentielles et législatives. Nous consacrons 3 pages de ce numéro à une première approche de la situation politique

p 3, 4 & 5

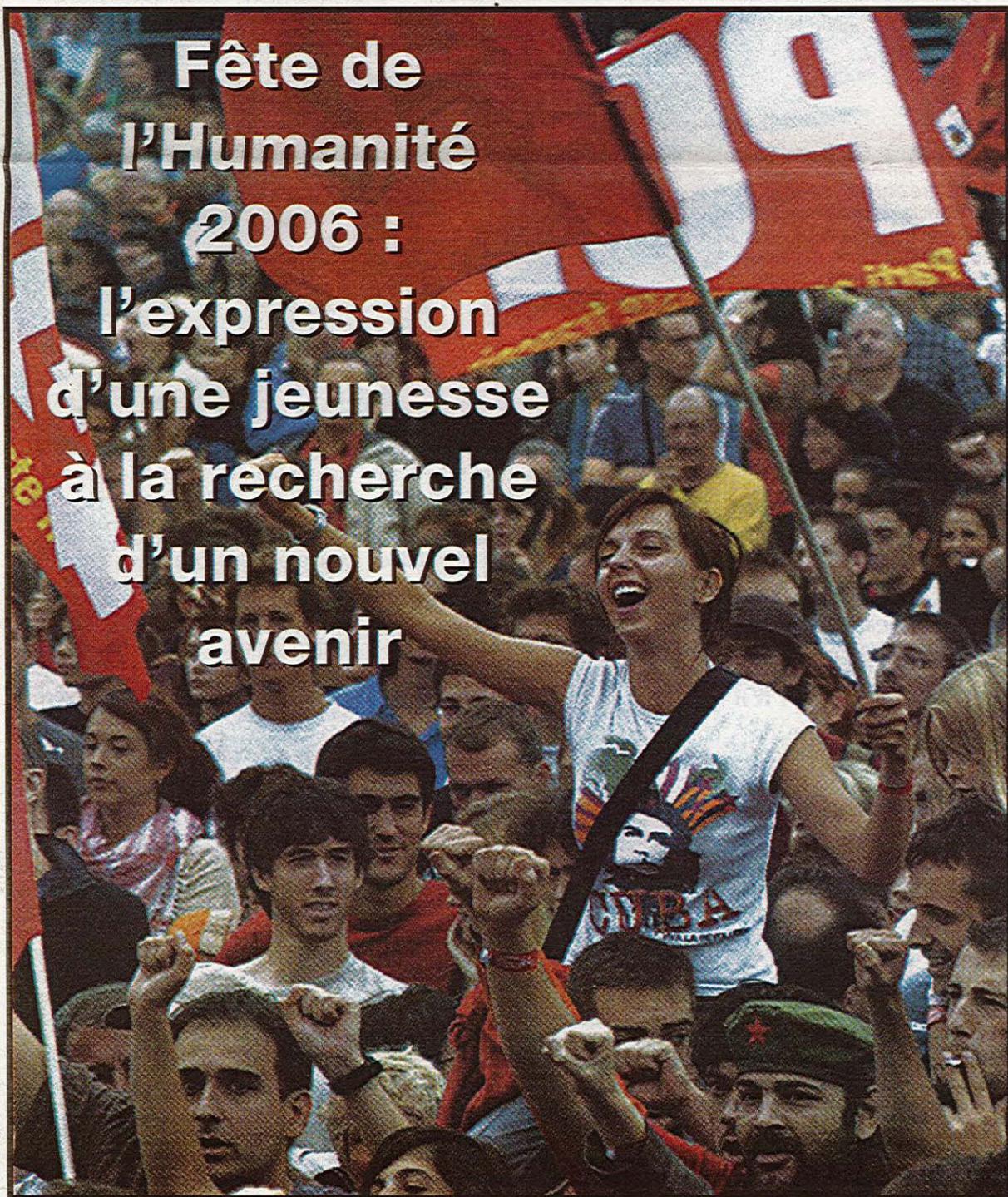
# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 814

5 octobre 2006

prix: 0,70 €



Fête de  
l'Humanité  
2006 :  
l'expression  
d'une jeunesse  
à la recherche  
d'un nouvel  
avenir

### ■ 50 MILLIARDS P 2

C'est l'accumulation des profits réalisés en trois mois par les entreprises du CAC 40.

### ■ INTERVIEW P 3

Michel RICA répond à nos questions sur les enjeux des prochaines échéances électorales.

### ■ FÊTE DE L'HUMA P 6

Nous reviendrons sur l'indiscutable succès de la Fête de l'Huma qui a marqué la rentrée politique.

### ■ AMÉRIQUE LATINE P 7

Notre page « événements, culture, idées » ouvre le premier article consacré à la gauche latino américaine au pouvoir.

Des raisons techniques ne nous ont pas permis de sortir ce numéro 814, la semaine dernière comme prévu au calendrier. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser, en vous assurant que vous retrouverez le prochain numéro dans deux semaines.

[www.pcf-44.com](http://www.pcf-44.com)

L'info de tous les jours

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Moi...

Si on se laisse entraîner par les citations du petit prince de la place Beauvau, on arrive très rapidement au Zénith. Comment recevoir autrement cette dernière déclaration « aller contre moi, c'est aller contre l'opinion publique ». C'est vraiment une assurance en lui-même qui pourrait faire rougir Monsieur Alain DELON en personne.

### Calomnier, calomnier...

En accusant le tribunal de Bobigny de ne pas aller jusqu'au bout dans son travail,



Nicolas SARKOZY utilise la méthode LE PEN qui consiste à pousser, dans une déclaration, loin le bouchon sachant qu'il restera toujours quelque chose du propos volontairement agressif et exagéré. Un nouvel épisode dans les similitudes entre les deux hommes de la droite française.

### Populisme

« Je veux récupérer l'électorat le plus populaire avec la sécurité et l'immigration qui sont des thèmes de droite ». Qui a prononcé ces paroles selon vous ? Jean Marie LE PEN, vous auriez pu avoir bon mais ce n'est pas tout à fait ça. La réponse est Nicolas SARKOZY. C'est vrai qu'entre les deux, il y a parfois de quoi se tromper.

### Confidentielle...

Comment expliquer que le préfet de Seine Saint Denis adresse une lettre réputée confidentielle sur la « situation alarmante de la délinquance dans son département » et que celle-ci se retrouve comme par enchantement quelques jours plus tard dans le quotidien « Le Monde ». A qui profitent de telles fuites ? Nulle doute, la droite est bien placée.

### Pas loyal ?

Laurent FABIUS s'énerve : « L'appareil » du PS ne roulerait pas de façon loyale pour désigner le candidat du Parti en vue des prochaines présidentielles. Il y aurait selon le député de Seine Maritime, une préférence qui se manifesterait en faveur de la campagne du premier secrétaire. Soit, mais de là à penser que Laurent FABIUS soit candide à ce point en politique... il y a du chemin.

### Fantomatiquement vôtre...

Il revient un petit peu et repart toujours. JOSPIN serait-il voué à jouer les premiers rôles de la dernière ? C'est assurément ce que l'on peut penser après son nouvel essai de retour qui faisait suite sa décision au soir du 21 avril de quitter la scène politique après l'échec que l'on connaît. Ne pouvant plus être le candidat des socialistes, il se propose tout simplement de devenir le gardien du temple. Si nous ne l'appelions pas Lionel, répondrait-il vraisemblablement au nom de Modeste ne croyez-vous pas ?

ÇA S'EN VA ET ÇA REVIENT.



### Provocation

Une de plus pour Jean Marie LE PEN qui se rend au pied du moulin de Valmy. Le chef de l'extrême droite française choisit un lieu symbole de la République française pour convoquer la presse et faire ses déclarations de campagne électorale. Comment accepter que l'on se moque ainsi de la République, de ses valeurs quand, comme pour Jean Marie LE PEN, le discours et l'acte se basent sur le racisme et la xénophobie ?

## Point de vue

Par Marie-Annick BENÂTRE



Travailler à une candidature communiste de rassemblement est l'orientation dans laquelle les communistes sont engagés, orientation confirmée par le Conseil national du PCF mi-septembre. Il est clair que la conception du rassemblement fait débat. Ainsi, certains voient dans le rassemblement antilibéral « à la gauche de la

de progrès social et économique, sécurisant l'emploi : voilà la priorité face à l'offensive de la droite et de SARKOZY. Pour cela, le rôle du Parti Communiste est incontournable. Sa capacité de mobilisation dans la campagne référendaire, sa force militante, le programme anti-capitaliste dont il s'est doté, constituent des atouts indiscutables, reconnus par beaucoup. Assurément, une dynamique populaire reste à construire, et ce, bien au-delà de la « gauche de la gauche », pour construire une majorité et un gouvernement de gauche qui réussissent durablement. C'est bien pourquoi, les communistes définissent comme l'un des éléments de leur démarche, la mise

gauche » la meilleure façon de construire l'alternative politique de 2007. C'est la démarche du Collectif nantais issu du Collectif du 29 mai : un cartel d'organisations à la gauche du PS. Le PCF porte quant à lui l'ambition du rassemblement de toutes les forces

de gauche pour battre la droite en poursuivant, avec les citoyens, le débat sur le contenu d'une politique de gauche en rupture avec le libéralisme. Rendre majoritaire dans le pays l'exigence d'une politique

en mouvement de Comités d'union populaire de proximité, dans les localités, les quartiers, voire les entreprises, dans le double but de mettre en débat le contenu de propositions de transformation sociale et de candidatures de rassemblement dans la perspective des prochaines échéances présidentielles et législatives. Le PCF peut être utile à cette construction. Il ne s'agit pas d'un préalable, mais d'une contribution versée au débat sur le rassemblement.

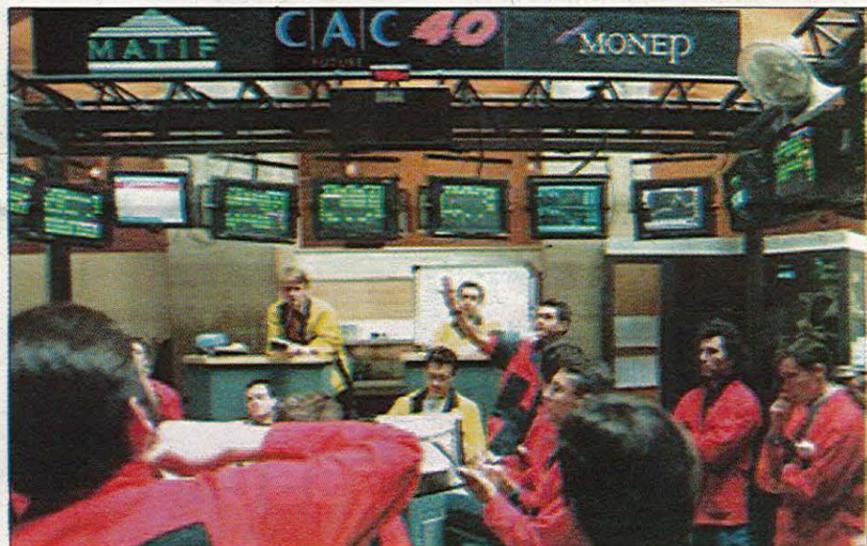
« Les communistes dans une dynamique de rassemblement »

## 50 milliards de profits en trois mois

Les chiffres chocs des bénéfices réalisés en un trimestre par les géants du CAC 40 pourraient faire tourner la tête à un grand nombre de Français qui souffrent pour finir leur fin de mois ou essaient de trouver un emploi stable et justement rémunéré. 50 milliards d'euros, des augmentations de l'ordre de 50 % pour nombre d'entre elles comme Bouygues, Vivendi, Le Crédit Agricole... Dans le même temps, l'investissement stagne et les licenciements, délocalisations et restructurations continuent à faire les unes de l'actualité. Les fonds d'investissements continuent leur obscur travail à l'exemple du rachat par l'un d'entre eux, américain, de la BN.

Comment devant de tels chiffres croire un député UMP qui déclarait dans le cadre du débat sur la privatisation de Gaz de France, « Nous avons mis un dispositif de blocage pour empêcher toute possibilité d'une OPA sur la nouvelle entreprise fusionnée avec Suez ».

La financiarisation de l'économie, de la société est un véritable cancer pour



les citoyens. Rien aujourd'hui ne se fait, ne se décide, ne se réalise sans que le mot argent soit prononcé, sans que la bourse n'intervienne, mais toujours sans se soucier de l'intérêt des hommes.

Dans le même temps, Thierry BRETON nous annonce un surplus d'impôt perçu par l'Etat de l'ordre de 5 milliards d'euros. Cinq milliards qui ont été pris dans les poches de ceux qui vivent de leur travail, qui payent l'impôt sur leur revenu, c'est-à-dire des salariés et des consommateurs, à

l'exemple des taxes perçues sur les carburants depuis le début de l'année. Ce surplus serait-il devenu un jouet électoral quand on entend dire que le ministère des finances appliquerait pour le versement des premiers tiers de l'impôt sur le revenu et les 7 premiers mois des « mensualisés » une réduction de 8 %, dès janvier 2007 en attendant une régularisation après les élections ! Il y a là, à n'en pas douter, un effet d'affichage évident qui n'est pas à séparer de la prochaine échéance présidentielle.

## De vous à moi...

Vraiment, ils sont devenus fous ! Pour un peu plus de fric en plus, ils sont prêts à tout, à tel point qu'ils ne savent même plus regarder autour d'eux, réfléchir un peu, garder une petite notion de l'intérêt collectif, de l'intérêt du pays, de celui du peuple et des Français.

L'ensemble de la planète s'interroge sur les questions énergétiques, sur l'avenir de nos ressources sur leur utilisation. Les États tentent de prendre des dispositions concrètes, même l'État de Californie ce qui est peu dire. Le problème est au centre des préoccupations de tous et nos gouvernants français eux, décident de brader GDF, de privatiser l'entreprise nationale aux affairistes dont le seul but n'est pas de répondre aux besoins des populations mais seulement de faire du fric.

Alors que les questions énergétiques ont aujourd'hui, par obligation, un caractère encore plus social et collectif, que l'intérêt national prime, CHIRAC, SARKOZY, BRETON et consorts décident de mettre notre avenir dans les mains de Suez.

Il s'agit là d'une faute inexcusable et condamnable dont les conséquences peuvent avoir des retombées extrêmement graves pour notre pays.

Y.C.

# 2007 : un enjeu pour l'avenir...

Les 3 pages du cahier central de ce numéro des « Nouvelles » sont consacrées aux prochaines échéances électorales, les présidentielles et les législatives, qui se dérouleront au cours du premier semestre 2007. Dans 8 mois, me direz-vous ? Certes, mais l'actualité politique est déjà marquée par l'importance de ces échéances. C'est pourquoi, nous avons voulu donner un certain éclairage sur les positions de la Fédération du Parti Communiste de Loire-Atlantique et sur les enjeux d'un de ces scrutins au travers d'un ensemble d'articles et de prises de positions. Il est évident que les prochains numéros de notre journal reviendront sur les questions soulevées par ces deux grandes élections en cherchant à mieux approfondir les enjeux qu'elles représentent pour notre avenir.

## Rassembler pour battre la droite et faire du neuf à gauche

Sans-papiers, précarisation de l'emploi, menaces sur l'emploi industriel, privatisations, pauvreté, insécurité sociale, atteintes à l'indépendance énergétique de la France... : l'urgence sociale se fait criante. Il n'est pas de tâche plus impérieuse pour le Parti Communiste que de riposter, de rassembler, d'agir pour faire reculer les mauvais coups, de créer les conditions d'une alternative à cette politique inhumaine et antisociale. Le rôle du mouvement social, son intervention consciente, sont, à cet égard, déterminants. Les communistes sont disponibles pour agir en ce sens avec les salariés, les citoyens.

Cela implique un Parti déterminé et à l'offensive, se mobilisant non seulement pour « agir contre » mais aussi pour rassembler majoritairement autour de l'idée qu'il est possible de développer une autre politique. C'est le sens des propositions que le PCF formule avec son programme « 4 engagements pour une politique de gauche qui change vraiment la vie ». Ce programme constitue pour les communistes, un moyen privilégié pour mettre en débat des propositions de réformes structurelles, de fortes avancées démocratiques et sociales : qu'il s'agisse de la sécurisation de l'emploi, de protection sociale, du droit à la retraite à taux plein à 60 ans pour 37 années et demie de cotisation, du renforcement de la souveraineté populaire et de nouvelles institutions, de droits nouveaux pour les salariés, les citoyens, d'une autre utilisation de l'argent en taxant les revenus financiers et en réformant profondément la fiscalité, de la construction d'une Europe sociale, démocratique dans un monde en paix et préservant la planète...

A cet égard, le Parti Communiste a la responsabilité, dans la campagne des prochaines échéances électorales, de prendre toute sa place dans le débat pour construire avec les salariés, les citoyens, l'alternative politique à gauche dont notre peuple a tant besoin.

Michel RICA, secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste et membre du Conseil National, a bien voulu répondre à nos questions sur la démarche des communistes dans le cadre de la préparation des élections



NLA – Lors de leur 33<sup>e</sup> congrès en mars dernier, les communistes ont décidé d'une démarche de rassemblement dans la perspective des élections présidentielles. Où en est-on aujourd'hui ?

Michel RICA – Le congrès a adopté une stratégie qui a beaucoup fait débat dans le Parti. L'orientation prise s'agissant de l'élection présidentielle, était de travailler à mettre à disposition du rassemblement populaire, une candidature communiste en laissant la porte ouverte à l'hypothèse qu'il n'y en ait pas. Je fais partie de ceux qui pensent que nous aurions dû affirmer plus clairement alors notre volonté de présenter une candidature communiste, ce qui ne me semble pas contradictoire avec la nécessité de travailler au rassemblement de toute la gauche. Quels qu'aient été les débats du congrès, il s'agit depuis de mettre en œuvre ses décisions et pour le PCF, l'enjeu est de taille : il s'agit de battre la droite en 2007 et de réussir le changement que toutes celles et tous ceux qui subissent les mauvais coups de la droite attendent.

NLA – Quelle conception du rassemblement en découle-t-il ? Quel est le rôle des collectifs ?

MR – Dans mon esprit, ces collectifs ont pour but de rassembler les citoyens dans la perspective de rendre majoritaire, l'exigence de transformation sociale. Ce doit être un mouvement populaire car sans l'intervention des

citoyens, il n'est pas de changement possible. Ces collectifs doivent donc être réellement populaires et se situer dans la perspective du rassemblement de toute la gauche pour battre la droite et construire l'alternative politique. C'est la poursuite de la démarche des forums. C'est pourquoi, notre Conseil départemental a décidé en juin dernier de s'engager dans la constitution de collectifs de proximité dans des localités, quartiers. Et nous mesurons aujourd'hui la difficulté de la tâche, notamment à faire participer massivement des hommes et des femmes du mouvement populaire qui ne sont pas déjà organisés politiquement. Il se trouve que, parallèlement, un collectif nantais, issu du collectif du 29 mai se limitant à des militants responsables d'organisations plutôt à la gauche du PS, s'est constitué dont l'objectif visait plus à structurer la « gauche de la gauche » qu'à construire l'alternative. Cette structuration nie en outre, à mon sens, le rôle et l'apport d'un Parti comme le nôtre, en particulier dans les campagnes électorales qui nous attendent.

NLA – Précisément, peux-tu nous dire ce qu'il en est du rôle spécifique du PCF ?

MR – Par son enracinement dans les quartiers et les milieux populaires, par ses élus et militants, le PCF est un parti qui compte dans la vie politique française, porteur d'un programme et d'un projet de dépassement du capitalisme. C'est pourquoi, nous pensons qu'une candidature communiste à la présidentielle, peut être utile au rassemblement transformateur. On ne peut pas à la fois exiger du PCF, de ses militants, de ses élus et de son organisation de se mettre au service du rassemblement d'un côté et de l'autre proclamer qu'une candidature venant d'un parti politique serait néfaste. Nous voulons être acteurs du rassemblement pour battre la droite et construire l'alternative politique à gauche. Cela nécessite un Parti Communiste présent dans les institutions pour porter les aspirations du monde du travail. C'est dans ce sens que nous prendrons nos responsabilités à toutes les élections qu'elles soient nationales ou locales.

« Une candidature communiste au service du rassemblement »

NLA – En quoi la candidature de Marie-George BUFFET est-elle utile au rassemblement ? Et quelle gauche rassembler ?

MR – Il n'y a pas d'alternative possible sans le rassemblement de toutes les forces de gauche. C'est pourquoi il est indispensable de débattre publiquement du contenu d'une politique de gauche répondant aux aspirations populaires. Il est illusoire et dangereux de penser que seule la gauche de la gauche pourrait battre la droite et construire l'alternative politique. La gauche française a toujours été diverse, elle n'est pas divisée en deux camps, d'un côté le social libéralisme et de l'autre l'antilibéralisme. De la même façon, sa composante révolutionnaire qu'est le communisme ne se réduit pas à l'antilibéralisme. Le PCF est une force utile au rassemblement. La candidature de Marie-George BUFFET me semble la meilleure pour l'incarner dans cette campagne et pour contribuer à rassembler toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus de cette société qui les méprise et leur dénie le droit de compter.

YV

# 2007 : quelles approches des partis politiques ?....

## Quand la droite entend remodeler la société française

La politique de la droite est, dit-on souvent, d'une rare violence à l'égard des salariés, des « sans » (sans-papiers, sans-logis, sans droits...). La politique ultra-libérale qu'elle met en œuvre vise à remodeler la société française pour l'adapter aux exigences d'un capitalisme mondialisé. Qu'en est-il concrètement ? Quelles en sont les manifestations ? Quel est son projet ?

Les récentes déclarations du ministre de l'intérieur, président de l'UMP, SARKOZY, que ce soit sur l'immigration, sur le travail et l'emploi, sur la carte scolaire, sur sa conception de la politique étrangère de la France, montrent que la droite française entend aller plus loin encore dans son projet de remodelage de la société. Qu'on en juge. La politique dite « d'immigration choisie » consiste à rompre ni plus ni moins avec la citoyenneté de résidence, à rejeter hors de nos frontières des centaines de milliers d'êtres humains fuyant la misère et la guerre. Au patronat et à ses repré-



sentants, SARKOZY donne la pleine mesure de son programme : adapter le monde du travail aux exigences de rentabilité des entreprises, ce qui signifie en clair la mise à mort du code du travail, une régression sociale et

démocratique comme peu souvent notre pays en a connue, le « dépeçage » des derniers grands services publics, comme nous le voyons avec le projet de privatisation de GDF, les attaques contre les régimes spéciaux

de retraite. Le creuset de la République qu'est l'école, est lui-même mis en cause avec le projet de disparition de la carte scolaire qui signifie clairement l'accentuation des inégalités sociales et territoriales. Sur le plan international, c'est la soumission la plus totale à la logique ultra-libérale et guerrière de BUSH comme SARKOZY vient de le démontrer à l'occasion de son voyage aux Etats-Unis, le 11 septembre.

De fait la droite n'attend pas 2007, comme on le voit, pour mettre en œuvre son programme. En rompant avec le « modèle social français », elle s'affranchit de la dimension populaire qu'incarna un temps le gaullisme pour assumer pleinement son appartenance à l'ultralibéralisme revanchard, héritier des classes dirigeantes les plus arrogantes du passé en n'hésitant pas à avoir recours à un populisme droitier jusqu'alors incarné par la seule extrême droite.

Yann VINCE

## SARKOZY : démagogue et populiste



SARKOZY multiplie les annonces médiatiques et les textes parlementaires liberticides. « Je veux récupérer l'électorat le plus populaire avec la sécurité et l'immigration », explique-t-il ? Sa politique de « nettoyage » de la « racaille » au « Karsher » est éloquent. Ces propos confortent un LE PEN qui attend au coin du bois.

Une chose est de parler formation, réussite, deuxième chance, société de connaissance... mais quelles mesures concrètes le patron de l'UMP a-t-il avancées en la matière, sinon la baisse des charges et le « travailler plus pour gagner plus ». Une chose est de répondre aux besoins de réformer la protection sociale et son financement, autre chose est de réduire les droits de tous les assurés sociaux, en épargnant les vrais privilégiés. SARKOZY s'est même posé en défenseur d'une jeunesse injustement accusée d'être « désabusée ». Mais par qui l'est-elle depuis des années ?

Notre responsabilité est de démasquer le vrai visage du petit BUSH français. SARKOZY veut effectivement la rupture, mais la rupture avec tout ce qui a été préservé jusqu'à aujourd'hui du modèle français, forgé par les luttes. Il entend balayer tous les obstacles au déploiement de l'ultralibéralisme.

## Peut mieux faire !

Il y a tout à craindre du « nouveau modèle social » que veut « inventer » SARKOZY, car en fait d'invention, il ne s'agit que d'un formatage aux normes du libéralisme. Mais ce n'est pas en disputant avec celui-ci, le terrain des « valeurs » et de « l'ordre juste », en préconisant une présence musclée dans les écoles, à la manière de Ségolène ROYAL, que la gauche pourra mettre fin aux ambitions ravageuses de la droite et de son dangereux champion.

Mais, voilà, le grand oral des présidentiables de Lens vient de révéler, chez les militants socialistes, une forte attente de contenus. Faire seulement le pari d'un rejet de la droite ne peut garantir à lui seul le succès de la gauche et sa réussite au gouvernement. La messe d'un bipartisme qui évacuerait la nécessaire confrontation de fond, n'est décidément pas dite. La primauté du débat politique semble l'emporter sur l'opportunisme de tel ou tel candidat : et c'est tant mieux.

Quant aux Verts, leur silence depuis leur université d'été est éloquent. Plus soucieux de se partager le gâteau des législatives avec le PS, et de constituer une force politique au-delà des clivages droite-gauche, l'offensive autour de leur candidate a dû mal à démarrer.



## Arlette, José, Olivier, tous candidats!...

D'un côté, la LCR regrette, que le collectif unitaire antilibéral n'affirme pas clairement une indépendance vis-à-vis du PS et l'impossibilité de réaliser concrètement une alliance parlementaire et gouvernementale avec lui. Il est illusoire, pour la LCR, d'envisager un changement du rapport des forces à gauche tout en précisant que le PCF est trop fort. BESANCENOT est donc candidat. De l'autre, Christian PICQUET est sollicité pour la sensibilité LCR pour être l'un des porte-parole du collectif unitaire national... LO, s'invitant dans ce débat, est

prête à se retirer pour BESANCENOT si elle n'a pas toutes ses signatures ; en ajoutant qu'elle exclut de voter pour une candidature unitaire, comme celle de Marie-George BUFFET ou de José BOVE, qu'elle ne juge pas



assez anticapitaliste. BOVE, quant à lui, renvoie dos à dos le PCF et la LCR, en leur

demandant de « clarifier leur position ». Il oublie donc que la LCR a déjà désigné son candidat et que le PCF est signataire de l'appel pour une candidature unitaire pour 2007.

Il affirme de plus que le candidat ou la candidate ne peut être le porte-parole d'un parti, arguant que ce ou cette candidate n'est pas « à même de symboliser notre unité ». Il s'affiche du même coup disponible pour être ce candidat dans une dynamique de victoire, et pas seulement de témoignage. Les Alternatifs lui apportent leur soutien. Le débat continue !

# 2007 : autour des élections...

## Présidentielles : des syndicalistes s'engagent

Pendant la campagne du référendum sur la Constitution européenne, un appel de militants syndicaux pour le « NON » était lancé à l'initiative de militants de la CGT et de la FSU... Plus d'un millier de salariés étaient venus les rejoindre. Forts de l'expérience, des syndicalistes franciliens se sont engagés pour que le monde du travail pèse à nouveau dans la campagne électorale de 2007. Ils ont lancé cet été un nouveau appel intitulé « **Libéralisme Stop. Ensemble ouvrons une perspective politique nouvelle !** ». Ils s'adressent à tous les militants syndicaux qui « **veulent poursuivre dans l'unité ce qui a été mené en commun pour le « NON » et contre le CPE** ». Ils insistent sur la nécessité de « **répondre aux besoins sociaux et de s'engager dans des modifications radicales de partage des richesses [...] d'ouvrir une**



**perspective nouvelle lors des élections présidentielles et législatives** » et demandent la constitution d'un « **rassemble-**

**ment antilibéral porteur d'objectifs sociaux, économiques et politiques transformateurs, socle de la victoire de toute la**

**gauche** ». Si certains, peut-on lire, « **abordent les échéances de façon personnelle et politique, nous ne pouvons que constater que lors du référendum, l'apport du PCF a été reconnu par tous [...] son influence est une nécessité pour créer les conditions d'une véritable politique alternative** ». Et les signataires de préciser : « **La voix des salariés doit être portée haut. C'est pourquoi nous pensons que Marie-George BUFFET par ses qualités, sa connaissance du quotidien et des attentes des salariés de notre pays, est aujourd'hui la personnalité qui dispose des meilleurs atouts pour être la porte-parole du rassemblement large, populaire, ancré dans le monde du travail que nous appelons de nos vœux** ».

L'adresse du site : <http://mon-site.orange.fr/liberalismestop/>

## Vous avez dit : démocratie ?

La façon dont les médias avancent, un an avant les élections, laisse à penser que les Français ne peuvent disposer d'un libre choix pour une consultation qui pourtant se veut démocratique. Jadis, les modes électoraux de certains pays de l'est de l'Europe faisaient couler beaucoup



d'encre de ceux qui, aujourd'hui, utilisent les mêmes procédés et méthodes. Celles de décider à la place des gens, de les mettre dans des situations de bipolarisation qui se transforme en bipartisme.

A la télé, la radio, dans la presse écrite, les choses sont claires. Ils ne sont pas encore désignés par leurs partis respectifs, mais ils sont candidats. Le premier tour des élections

n'a pas eu lieu, mais ils en sont déjà au second. Les caméras de télévision n'ont d'yeux que pour eux. Pour eux, pour leurs postures, leurs attitudes, davantage que pour leurs programmes ou projets.

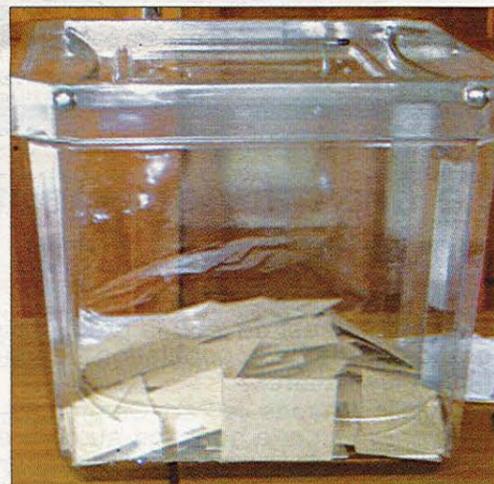
Ce scénario ne vous rappelle rien ? En 2002 déjà, la mise en scène d'une confrontation jouée d'avance entre CHIRAC et JOSPIN avait occupé les plateaux téléés, les unes des journaux et, surtout les sondages et multiples commentaires auxquels ils donnaient lieu. En 2007, cette focalisation sur les deux candidats issus des deux « grands » partis UMP et PS, est encore plus nette, elle a commencé plus d'un an avant le premier tour de l'élection présidentielle. Doublée d'une « peopolisation » et d'une personnalisation à outrance, la bipolarisation de la vie politique est passée à une vitesse supérieure.

## Une république malade

C'est en fait la cinquième République qui a enfanté la bipolarisation. De réformes en réformes, nous assistons aujourd'hui à une présidentialisation accrue, à un appauvrissement sans précédent du rôle du Parlement, à une accélération du rythme de la vie politique qui semble dès la mi-mandat se résumer à la compétition présidentielle. C'est en fait un bipartisme à l'américaine qui n'ose dire son nom qui s'installe sur notre pays. Ce sont les citoyens qui sont bafoués dans cette affaire car de plus en plus les joutes électorales s'écartent de la politique et se concentrent sur la personne, le candidat, son environnement au détriment de son programme, de son projet, des hommes et des femmes.

Tant du côté des amis de SARKOZY que du Parti Socialiste cette situation, cette bipolarisation n'est pas condamnée, au contraire même, elle est entretenue. Souvenons-nous de la campagne pour le renouvellement du Parlement européen, un sommet dans une tacite « non-campagne », une absence souhaitée et entretenue de tout débat démocratique qui se solde au final par un vote des Français et dont chacun peut mesurer les carences.

Depuis maintenant de nombreuses élections, le sortant est battu au bénéfice de son « challenger » gagnant par défaut. C'est l'illustration de la profonde crise de la politique que nous vivons aujourd'hui et qui se traduit par un écart toujours plus grand entre le citoyen et les partis politiques.



## L'agenda du PCF

**4 et 5 septembre** : Assemblées des communistes à Nantes et Saint-Nazaire

**8-9 septembre** : Conseil national : dans le cadre des orientations du 33<sup>e</sup> congrès, mise à disposition du rassemblement

antilibéral, d'une candidature communiste à l'élection présidentielle (cette réunion a été suivie le 10 septembre d'une réunion nationale des collectifs arrêtant leur propre calendrier de désignation)

**15-16-17 septembre** : Fête de l'Huma : discours de Marie-George BUFFET confirmant

l'orientation du Conseil national **28-29 septembre** : Conseil national : appel à candidatures pour l'élection présidentielle.

**3 octobre** : Conseil départemental PCF 44

**21-22 octobre** : Conférence nationale (avec des délégations de toutes les Fédérations). Ordre du jour : stratégie et candidature

pour la présidentielle

**Début novembre** : Consultation des communistes

Dans cette même période, les communistes de Loire-Atlantique auront à débattre et décider des candidatures pour les législatives.

## BN VERTOU :

### Quand les fonds de pensions s'opposent aux droits sociaux

En Juin 2005, les dirigeants d'UB France dénonçaient 14 accords et avenants, portant sur les droits syndicaux et le temps de travail. Ces remises en cause unilatérales d'une rare brutalité étaient justifiées par les dirigeants au nom de la compétitivité de l'entreprise sur le marché de la biscuiterie.

D'autre part, les salariés de la BN apprenaient les tractations de rachat du groupe UB par la presse économique, qui, après avoir été démenties ont fini par être reconnues par nos dirigeants. Ce rachat ressemble plus aujourd'hui à un démantèlement du groupe UB.

Ces deux événements, vente du groupe et dénonciations d'accords sociaux ne peuvent pas ne pas être mis en rapport. Comme le soulignait la CGT en début d'année : les dirigeants d'UBF veulent déshabiller la mariée afin qu'elle soit la plus légère (socialement) au moment de la vente donc plus attractive pour l'acquéreur. Durant cette année de dénonciations, la CGT a multiplié les initiatives (enquête, pétitions, communiqués de presse, tracts, AG, etc.) pour alerter sur les conséquences et construire les conditions de l'indispensable mobilisation de tous les salariés pour

la défense de leurs droits acquis le plus souvent par la lutte.

La CGT a proposé fin 2005, la tenue d'une expertise industrielle afin de travailler sur le fond des problèmes, de remettre à plat l'ensemble des paramètres, particulièrement ceux concernant le fonctionnement des lignes de production, les problèmes de qualité, l'emploi et la formation professionnelle, indispensable au bon fonctionnement de notre entreprise.

La direction n'a jamais, daigné s'inscrire dans ce processus, préférant persister dans sa logique, pas plus qu'elle n'a entendu les mises en garde de la CGT affirmant que les salariés ne laisseraient pas faire. Depuis le 9 mai, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les salariés interviennent directement par des arrêts de



travail journaliers pour défendre leurs droits. Mardi 19 septembre, au Comité d'Entreprise de 14 heures, la CFDT et la CGC ont donné un avis favorable au projet d'accord présenté par la direction sur le temps de travail. A 17 heures, ces mêmes organisations

syndicales signaient l'accord aux conséquences désastreuses pour les salariés, si ces mesures sont appliquées en l'état :

- 1/4 heure par jour de temps de travail non compté comme du travail effectif ce qui entraîne la perte de 10 jours de récupération appelée ARTT pour les AMT en régulière, 7 jours pour les ouvriers et AMT en équipe.

- Les majorations passent de 40 % + 3 % à 30 %.
- Le travail de nuit pourra être

imposé aux salariés, hommes et femmes, jusqu'à 55 ans.

- La possibilité en fonction des besoins de l'entreprise de faire travailler 46 heures par semaine soit sur 6 jours, soit par l'allongement de la durée journalière à 10 heures.

- La possibilité en fonction des besoins de l'entreprise de 2 modifications des horaires dans la même semaine (y compris changement de huit...).

- La réduction des jours ARTT en cas d'arrêt de maladie dès le premier jour.

- La réduction des jours ARTT en cas d'arrêt de maternité dès la 6ème semaine.

**Cet accord est un coup terrible porté aux droits des salariés et une grande victoire, en apparence, de la direction de l'entreprise.**

**Dans le même temps, la direction annonçait le rachat de l'entreprise par un fond de pension américain avant de se reprendre pour annoncer que plusieurs fonds de pensions seraient sur les rangs du rachat. Affaire à suivre**

## Le droit au logement pour tous

Le logement est devenu la première priorité pour une grande partie de la population française, devant l'emploi et les salaires.

Depuis longtemps, le Parti Communiste Français et ses élus ont mis cette question au centre de leurs préoccupations et de leurs actions, notamment au travers de l'idée de la création d'un service public du logement et de l'habitat.

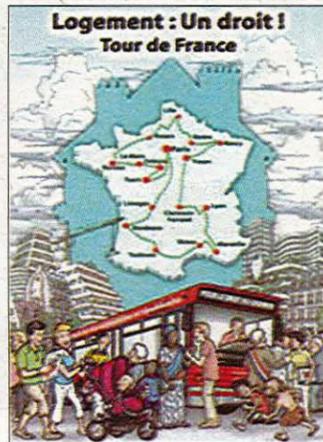
Il y a, de ce point de vue, besoin de hausser le ton sur cette question, c'est pourquoi, l'Association Nationale

des Elus Communistes et Républicains a pris l'initiative d'un tour de France pour populariser, à partir de débats, d'information sur les enjeux locaux et nationaux en matière de logement.

Ce tour de France se fera au moyen d'un bus habillé aux couleurs de l'affirmation **DU DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS**.

Parti de la Fête de l'Humanité le 18 septembre, il reviendra à Paris le 20 octobre, après avoir traversé 17 villes de France dont Rennes le 11 octobre.

Toutes celles et ceux qui seraient intéressés par cette initiative peuvent prendre contact avec Claude CONSTANT, Groupe communiste de la Mairie de Nantes.



## La Fête de l'Huma en 10 clichés



70 000 personnes devant la scène centrale



Des débats par centaines



La Fête dans la Fête



Un lieu de citoyenneté



De la culture



L'entrée du stand de Loire-Atlantique



Les fruits de mer, une spécialité



Les huîtres ouvertes devant les clients

**Quand 500 000 personnes participent à la Fête de l'Humanité**



Les cuistos au travail



Une table bien garnie

# Evènements, culture, idées.

## La gauche latino-américaine au pouvoir Entre pragmatisme et radicalisme

Le profil politique de l'Amérique latine, à travers un cycle de onze élections présidentielles de fin 2005 à fin 2006, paraît en mutation. Honduras et Haïti en novembre, puis Bolivie et Chili en décembre ont d'abord élu leur président fin 2005. Début 2006, ce fut ensuite le tour du Costa Rica (février), du Pérou (avril) et de la Colombie (mai). Fin 2006, le Mexique (dès juillet), le Brésil (en octobre\*), le Nicaragua (en novembre) et le Venezuela (en décembre) fermeront le ban.

Le politologue argentin R. Fraga souligne les vagues successives : dictatures militaires et guérillas des années 70 ; « démocratisation » des années 80 ; modèles néolibéraux des années 90, avant ce glissement continental à gauche depuis 2000. Avec toutes ses tendances, de la plus modérée à la plus radicale, la gauche inspire aujourd'hui les gouvernements du Venezuela, de Cuba, du Panama, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Chili et du Brésil. Pourtant, au-delà des apparences, quoi de vraiment commun entre le péronisme, à peine teinté de gauche d'un Kirchner, et le « pragmatisme » économique d'un Lula, éclaboussé par les scandales à répétition, sur fond de corruption politique généralisée, touchant y compris son propre parti ? Un point commun cependant : presque partout le « modèle néolibéral » et l'orthodoxie financière imposée par les institutions internationales (FMI, Banque mondiale...) continuent d'être dénoncés aussi bien par Kirchner en Argentine que par Chávez au Venezuela ou Vasquez en

Uruguay. En Bolivie, mais aussi en Uruguay, les mouvements sociaux ont revendiqué la nationalisation des ressources naturelles, tels les hydrocarbures ou l'eau. L'accès au pouvoir de la gauche ne saurait faire oublier qu'elle doit beaucoup aux mouvements



sociaux. Ses revendications ont d'abord été celles d'organisations populaires diverses : syndicats, dont la CUT du Lula des années 80, associations des quartiers urbains, mouvements paysans comme les Sans-Terre du Brésil - un modèle bien au-delà du continent - « piqueteros » (coupeurs de routes) et assemblées populaires en Argentine, marches des Indiens de Bolivie, d'Équateur et des zapatistes du Mexique. Grâce à la mobilisation de ces mouvements et à leur soutien les gauches latino-américaines, ont été portées au pouvoir.

A part Cuba, elles ne se réclament pas seulement du socialisme, étant héritières dans leur propre histoire d'apports variés comme la Théologie de la Libération - battue néanmoins en brèche par la poussée évangéliste - le nationalisme, l'indigénisme, le féminisme, l'écologie ou le mouvement altermondialiste, dont le berceau a été le Brésil, avec les FSM (Forums Sociaux Mon-

diaux) de Porto Alegre. Force est pourtant de constater qu'une fois arrivés au pouvoir, les présidents de gauche mettent en œuvre des politiques extrêmement prudentes visant à rassurer investisseurs étrangers et créanciers internationaux (FMI). Elles continuent les plans d'ajustements structurels (PAS) néolibéraux, avec priorité donnée à la croissance économique et à la stabilité monétaire (taux d'intérêt élevés), aggravant la pauvreté et les inégalités, et sans réponses tranchées non plus sur les questions de société comme le divorce ou l'avortement. C'est vrai au Chili ou au Brésil,

qui, bien qu'affichant de « bonnes performances » économiques et commerciales, restent profondément inégalitaires à l'intérieur. Avec des répercussions sur les organisations de gauche elles-mêmes, tel le Parti des travailleurs (PT) du président Lula, traversé, jusqu'à la dissonance ouverte (POSL), par de vifs débats entre les tenants du réalisme économique et les partisans d'une rupture politique et sociale plus marquée.

Entre peur du « raz-de-marée » de gauche, et crainte de la rupture pragmatiques/radicaux, l'évolution du continent mérite en tout cas mieux que l'anathème néo-conservateur de droite ou la fascination simpliste de gauche dont, vu de loin, il est trop souvent l'objet.

J-Y Martin, géographe.

\* Un prochain article portera sur les élections du 1<sup>er</sup> octobre au Brésil.

## Coup de cœur

### LOS ANGELES Capital du Futur ? de Micke Davis

On affirme volontiers qu'à Los Angeles s'inventent les formes économiques et les pratiques culturelles qui façonnent, au-delà des États-Unis, la planète entière. Pétrie de mythes hollywoodiens et de contradictions écologiques et sociales, la mégapole L.A. est décrite dans cette étude passionnante comme le prisme grossissant des tendances lourdes de la société américaine : privatisation grandissante des espaces publics, séparatisme fiscal et résidentiel des possédants, polarisation sociale et économie de la drogue, développement des dispositifs de sécurité et de surveillance.

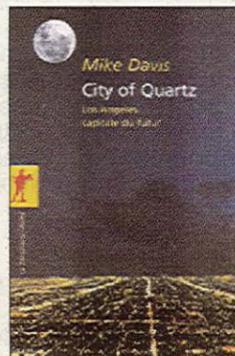
Né dans une famille ouvrière de Fontana à 100 km à l'est de L.A., Mike DAVIS a travaillé aux abattoirs de la ville avant de rencontrer un activiste noir des droits civiques qui lui a ouvert les yeux. Membre pour une brève période du Parti communiste américain, étudiant en Grande-Bretagne où il fréquente les cercles trotskistes de la New Left Review, il publie en 1986 un livre sur l'histoire politique et sociale de la classe ouvrière américaine. Ce « City of Quartz » est son second livre. Paru en 1990 aux États-Unis, traduit en français en 1997, il est désormais disponible dans cette réédition de poche.

« City of Quartz » prédisait dès 1990 l'omniprésence des « signes d'un désastre imminent : partout dans les ghettos, et même dans les banlieues les plus reculées où végètent des petits Blancs défoncés aux amphétamines, les gangs se multiplient, les flics deviennent toujours plus violents et arrogants, et toute une génération est entraînée vers une impossible apocalypse ». Deux ans plus tard, le 29 avril 1992 éclataient à South Central les émeutes les plus violentes qu'ait connues l'Amérique depuis les années 60.

L'histoire de Los Angeles, est celle d'une énorme et continue opération immobilière qui contamine tout ce qu'elle touche. Les intellectuels, « matière grise importée s'est trouvée concentrée dans de gigantesques appareils en prise directe avec le capital » et la ville « tourne depuis toujours autour de la production et de l'interprétation de son mythe, vecteur de spéculation et de domination ». La ségrégation y est poussée à son paroxysme, gage indispensable de la bonne marche des affaires. Les chapitres concernant l'organisation de la police, le trop fameux LAPD, la guerre des gangs en disent long sur le degré de cynisme et de souplesse d'un capitalisme parvenu au faite de sa gloire.

Ce livre, unique dans le domaine sociologique, écrit dans un style vigoureux et percutant qui oscille entre narration historique, le reportage social et l'écriture autobiographique, laisse un sentiment mêlé de séduction et d'effroi. Même ceux qui ne visiteront jamais la Californie du Sud pourront tirer de sa lecture vertigineuse, sans aucun ennui, des réflexions utiles.

La Découverte Poche, 2006 (Réédition), 406 p. 13 €.



## Exposition...



### Indigènes Film de Rachid Bouchareb

En 1943, alors que la France tente de se libérer de la domination nazie, le parcours de quatre « indigènes », soldats oubliés de la première armée française recrutée en Afrique.

Ils n'avaient encore jamais foulé le sol français, mais parce que c'est la guerre, Saïd, Abdelkader, Messaoud et Yassir vont s'engager comme 130 000 autres « Indigènes » dans l'armée française pour libérer « la mère patrie » de l'occupant nazi. Ces héros que l'histoire a oubliés se battront en Italie, en Provence et dans les Vosges, avant de se retrouver seuls à défendre un village alsacien contre un bataillon allemand.

Avec Jamel DEBBOUZE, Samy NACERI, Sami BOUJAJILA, Roschdy ZEM et Bernard BLANCAN qui ont reçu un prix collectif d'interprétation masculine au Festival de Cannes 2006.

Film français 2005. Durée : 2h 8min.  
Sortie en salles le 27 septembre

## Lire

### LES GOULAGS DE LA DÉMOCRATIE Par Angela DAVIS

Les pratiques inhumaines de l'armée américaine au sein de la prison d'Abu Ghraib ont fait la une de tous les journaux en avril 2004. Depuis, un débat éthique fait rage : dans ce modèle mondial démocratique qu'incarnent les États-Unis, où se place désormais la limite entre l'acceptable et l'inacceptable ? C'est dans ce contexte politique et médiatique qu'Angela DAVIS répond à plusieurs interviews et

aborde les sujets les plus tabous : résistance à l'oppression, traitements des prisonniers dans les institutions géantes américaines, lutte pour la décence et l'égalité...

Pour beaucoup d'entre nous, Angela DAVIS est la figure emblématique du mouvement Black Pride ('Fierté noire') des années 1970. Elle a elle-même été classée dans les dossiers du FBI comme « activement recherchée ». Condamnée alors à la peine capitale pour



ses prises de position en faveur des prisonniers politiques aux États-Unis, elle obtint son acquittement après 16 mois de détention provisoire et une forte mobilisation internationale. Aujourd'hui elle estime dans ce livre que « le débat public sur la torture a été circonscrit par la conviction largement partagée

que la démocratie est, de manière fondamentale, états-unienne et que toute stratégie conçue pour protéger ou

pour défendre la version états-unienne de la démocratie est légitime. Autre problème, la version états-unienne de la démocratie est devenue de plus en plus synonyme de capitalisme, lequel se définit de plus en plus par sa capacité à sillonner le monde. C'est dans ce cadre que s'est déroulé le débat sur la torture, c'est pourquoi les dilemmes moraux au sujet de la torture côtoyaient l'idée que, pour protéger la démocratie états-unienne, des formes permises de violence sont nécessaires, aux États-Unis et à l'étranger ». Éd. Au Diable Vauvert, 176 p., 2006, 15 €.

## près de vous

### Donges Est

#### Les associations déboutées

Courant juillet, des associations écologistes avaient produit un recours au Tribunal administratif contre l'arrêt du Préfet donnant l'autorisation au Port, d'étendre ses installations sur Donges Est. Fait surprenant, dans son avis, le Commissaire du gouvernement avait appuyé leur démarche. Le tribunal de Nantes a rejeté la demande et condamne les trois associations à verser 1200 euros au Port. Gilles BONTEMPS, Conseiller régional, s'est réjoui de cette décision estimant l'extension « **incontournable et urgente** » pour que le Port puisse avoir les « **moyens de poursuivre son développement** ». Les associations ont fait part de leur intention de faire appel.

### Saint-Joachim

#### Lecture pour tous

La nouvelle médiathèque Louise MICHEL ouvrira ses portes avant la fin de l'année. Sur proposition du Maire, Marc JUSTY, dans le but d'encourager la lecture publique, le Conseil municipal a décidé que les inscriptions seraient gratuites.

### Rezé

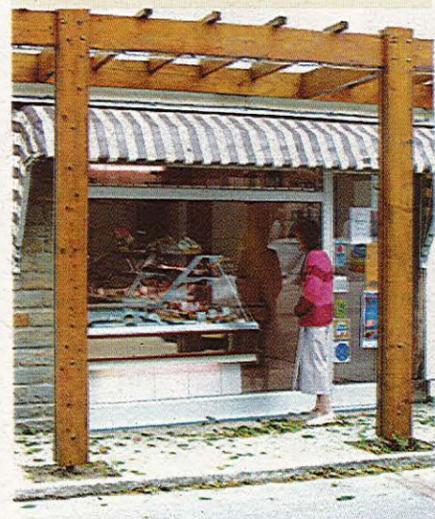
#### Yann VINCE sur la toile

Le Président du groupe des élus communistes de Rezé vient de lancer son blog. Allez y faire un tour ! [www.yannvince.c.la](http://www.yannvince.c.la)

### St-Malo-de-Guersac

#### La charcuterie rouvre ses portes

Depuis la mi-Août, pour la plus grande satisfaction des Malouins, une charcuterie traiteur a ouvert ses portes au centre du bourg. « Les Deux Frères » proposent des produits de fabrication maison au sel de Guérande. Une bataille gagnée par le Maire, Roger DAVID, dont la ténacité a fini par payer. Ne se résignant pas au départ en retraite de l'ancien charcutier, il avait fait acheter les locaux par la municipalité et s'était mis en quête de nouveaux artisans prêts à tenter l'aventure.



## L'activité

### Saint-Nazaire

#### Avec Illya et Sergiy

Quand ils quittent l'Ukraine, Sergiy et Illya PLOTNIKOV savent que leur vie est menacée. Sergiy était dans les affaires. Cela marchait bien, trop bien... Le frère aîné, d'Illya a été assassiné, son deuxième frère a disparu. Le père et son dernier fils vivent depuis quatre ans au Croisic. Illya est aujourd'hui en deuxième année de la Faculté de Sciences de Rennes après avoir passé son bac avec mention. Arrêté le 16 août dernier, lors d'un contrôle routier, Sergiy et Illya se sont vus confirmé leur arrêté de reconduite à la frontière par le tribunal administratif de Nantes au motif que leur vie n'était pas mise en danger par les autorités ukrainiennes. Membre actif du collectif nazairien « **uni-e-s contre une immigration jetable** », Christian SAULNIER, Président du groupe des élus communistes, participe aux nombreuses manifestations de soutien. Refusant les régularisations au cas par cas, l'élu local souligne, chaque fois qu'il en a l'occasion, que « **les communistes se battent pour la régularisation de tous les sans-papiers** ». Jean-Louis LE CORRE, Conseiller général, Maire de Trignac a écrit au Préfet pour demander d'urgence la régularisation « **plutôt que de prendre le risque et la lourde responsabilité d'un retour en Ukraine** » avec tous les dangers qu'un tel retour comporte.



### Gaz de France

#### Résister, c'est gagner

Alors que le débat se poursuivait à l'Assemblée, la CGT organisait, le 21 septembre, un forum sur l'énergie à Saint-Malo-de-Guersac. Alors qu'on annonçait la possible privatisation du terminal de Montoir, élus, syndicats, associations et citoyens étaient invités à débattre autour de la libéralisation des marchés décidée par Bruxelles.



« **Nous voulons que le dialogue s'engage partout entre les « hommes de l'art » et les usagers** » expliquait Christian NEDELEC, responsable départemental. La discussion permettait rapidement d'éclairer les énormes enjeux de société portés par le projet. Savez-vous que, grâce aux contrats à long terme, signés par l'Etat et aux 70 % d'énergie d'origine nucléaire, le gaz et l'électricité sont, en France, les moins chers d'Europe ? « **La Bretagne exporte 95 % de son énergie électrique, combien la paiera t'elle demain dans un monde livré à la concurrence libre et non faussée ?** ». « **Le gaz, l'électricité, ce n'est pas comme des boîtes de petits pois, ce sont des biens vitaux auxquels tout le monde doit avoir accès** » s'insurgeait Jean Yves ROMAND de Saint-Joachim. « **L'usine combiné gaz à Montoir, il nous la faut, car en 2008, si elle n'existe pas, c'est la rupture... mais on sait que 150 mégawatts ne suffiront pas** » affirmait Christian SAULNIER de Saint-Nazaire. « **Il faudra très vite en construire une autre ailleurs** ». « **Le Groenland est en train de fondre, les énergies fossiles s'épuisent, demain le CO2 détruira la planète... si nous refusons l'énergie nucléaire alors que nous en maîtrisons la technologie nous allons le payer très cher** » s'exclamait Claude AUFORT de Besné. « **Ce dont nous avons besoin, c'est d'un rapprochement entre EDF et GDF pour former un grand pôle public de l'énergie assurant notre indépendance et pouvant lancer des coopérations avec les pays émergents** » suggérait Jacques DAVY, responsable syndical d'EDF. « **Ce qu'il faut surtout, c'est, comme pour le CPE, convaincre les gens que rien n'est joué et que tout le monde entre en résistance** » concluait, instruit par l'expérience, Michel GUILLET qui, à Missillac, est un des animateurs du collectif de défense des services publics.

### Brière

#### Prévenir maintenant les risques d'inondation du Brivet

L'étier du Brivet, situé sur les communes de Saint-Nazaire et Montoir, constitue le principal exutoire des marais. La mobilisation des élus du Syndicat de Grande Brière Mottière et du Conseiller général du Canton de Montoir de Bretagne a permis d'obtenir une rencontre avec les services de l'Etat. Monsieur le Sous-préfet qui présidait la réunion n'a pas tranché le débat entre des services de l'Etat récalcitrants et des élus soucieux du désenvasement rapide de l'étier indispensable au maintien des usages et pour réduire les risques d'inondation en période hivernale. Jean-Louis LE CORRE a déclaré, « **qu'il prendrait si nécessaire la tête des habitants inondés afin de demander des comptes à ceux qui n'auront pas pris à temps les décisions nécessaires** ».

### TER

#### Entre Nantes et la Presqu'île, pannes et retards se multiplient

Jean-Louis LE CORRE s'est adressé au Président de la Région et au Directeur Régional de la SNCF pour attirer leur l'attention sur la dégradation du service public TER entre Nantes et la Presqu'île. Malgré les investissements réalisés dont on ne peut que se réjouir, des pannes, retards et suppression de trains deviennent réguliers. Le Conseiller général a aussi rappelé que le Conseil municipal de Trignac avait exprimé son soutien aux cheminots qui considèrent que la restructuration du service commercial en gare de Saint Nazaire, avec des suppressions de postes annoncées, affaiblirait le service public d'accueil et de transport voyageurs au moment même où l'on annonce la création prochaine du pôle multimodale et l'ouverture de la Gare au Nord.

### Saint-Brévin

#### Le Conseil général doit revoir sa copie

Au dernier Conseil municipal de Saint-Brévin, la discussion a été vive à propos des transports. La communauté de communes dont la ville fait partie, voulait devenir « **autorité organisatrice des transports urbains** » sur le périmètre de Sud Estuaire. Après avoir pris en compte l'avis défavorable émis par le Conseil général, actuel maître d'œuvre en matière de transports, le Préfet de Loire-Atlantique s'y est opposé. Prenant acte de la position du représentant de l'Etat mais constatant que l'Assemblée départementale avait supprimé des lignes sans consulter personne, Jean Joël MURATI a demandé au « **Conseil général de revoir d'urgence sa copie concernant les suppressions et les baisses de fréquences sur plusieurs trajets** ».